



République



République de Côte d'Ivoire



République du Mali



République du Sénégal



République du Togo

**PROJET D'INTERCONNEXION DES SYSTEMES
INFORMATIQUES DES ADMINISTRATIONS
DOUANIERES DU BURKINA FASO, DE LA CÔTE
D'IVOIRE, DU MALI, DU SENEGAL ET DU TOGO.**

Mars 2017

SOMMAIRE

I.	CONTEXTE.....	4
II.	JUSTIFICATION.....	4
III.	OBJECTIFS.....	5
IV.	RESULTATS.....	5
V.	RISQUES ET HYPOTHESES	
VI.	STRUCTURES DE GESTION.....	6
VII.	ACTIVITES.....	7
VIII.	EVALUATION FINANCIERE	
IX.	DUREE ET PLAN D’ACTION.....	9
X.	CONCLUSION.....	12

ABREVIATIONS

OMD	:	Organisation Mondiale des Douanes
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
TRIE	:	Transit Routier Inter-Etats
APE	:	Accord de Partenariat Economique
UE	:	Union Européenne
PACIR	:	Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale
PFCTCAL	:	Projet de Facilitation du Commerce et du Transport sur le corridor Abidjan-Lagos
PAMOSSET	:	Projet d'Appui à la Modernisation du Secteur des Transports et de Facilitation du Commerce) sur le Corridor Abidjan-Ouagadougou
BM	:	Banque Mondiale
BAD	:	Banque Africaine de Développement

I- CONTEXTE

Avec le développement du commerce international, il devient de plus en plus impérieux d'œuvrer à la facilitation des échanges. Cela passe par une modernisation soutenue des procédures de dédouanement, notamment du système de transit inter-Etats. Ainsi, la CEDEAO, soucieuse de la compétitivité des économies a proposé une convention dite convention **TRIE** (Transit Routier Inter-Etats) à l'ensemble de ses Etats membres. Ceux-ci l'ont signée le 29 mai 1982. Mais face aux insuffisances constatées dans la mise en œuvre du TRIE, d'autres alternatives ont été envisagées dont l'interconnexion.

Dans cette optique, une approche de solution avait déjà été expérimentée entre la Côte d'Ivoire et le Ghana à travers un logiciel dénommé ALIX initié par les Douanes ivoiriennes. Ce projet a connu un début prometteur mais a été par la suite suspendu en raison des difficultés rencontrées lors du déploiement.

Par ailleurs, dans le cadre des engagements pris par l'Union Européenne (UE) aux termes des Accords de Partenariat Economique (APE) intérimaires, en 2007, une convention de financement dénommée Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale (**PACIR**) a été signée entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'Union Européenne. Une des activités du PACIR consistait à la mise en place d'une interface informatique entre les systèmes informatiques des Administrations des Douanes du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Mali.

Dans cette perspective, un projet d'interconnexion des systèmes informatiques des Administrations de Douane ci-dessus citées, a été initié en 2013 entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali puis étendu au Sénégal en 2014 et au Togo en 2016 sous la supervision de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD).

L'institution régionale (CEDEAO) qui compte étendre le projet à l'ensemble de ses membres, s'est engagée dans une quête effrénée de financement pour le démarrage du projet dans les pays pilote (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Togo). Elle est épaulée dans cette initiative, par l'OMD et la Côte d'Ivoire, pays leader du projet.

Afin de faciliter cette recherche de financement, il est nécessaire de disposer d'un budget couvrant les activités de réalisation.

II- JUSTIFICATION

L'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les procédures de dédouanement est une des recommandations de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) aux Administrations des Douanes. Dans son document « Douanes du 21^e siècle », elle rappelle l'urgence pour les Administrations douanières de se connecter entre elles pour sécuriser et faciliter le commerce international en s'adaptant aux changements perpétuels de l'environnement commercial.

Avec l'informatisation des Administrations douanières, l'interconnexion des systèmes informatiques s'avère être une opportunité pour une gestion efficiente des mouvements internationaux des marchandises.

III- OBJECTIFS

Les principaux objectifs de ce projet sont :

- faciliter et sécuriser les échanges internationaux par la mise en œuvre des meilleures pratiques commerciales conformément au cadre des normes de l'OMD ;
- améliorer l'efficacité et l'efficience des procédures de transit ;
- améliorer la prévention et la détection des fraudes ;
- simplifier et sécuriser les opérations de transit ;
- permettre un échange électronique des données du transit ;
- mettre en place une base de données régionales sur le transit ;
- obtenir à l'avance les informations cargo électronique pour confirmer les recettes publiques ;
- réduire la falsification des documents ;

IV- RESULTATS ATTENDUS

- la fraude et la contrebande sont réduites dans la région par conséquent les recettes douanières sont sécurisées ;
- les mouvements des marchandises sont suivis, les statistiques produites sont fiables pour un meilleur ciblage de profil de gestion du risque ;
- La saisie unique des données contribuera à la célérité dans les opérations de dédouanement et à la réduction des coûts aux postes frontalières ;
- l'environnement des affaires dans la région est amélioré.

V- RISQUES ET HYPOTHESES

- **Hypothèses**

Il est supposé dans l'élaboration de ce projet, que les Gouvernements et les communautés économiques de la Région OMD-AOC aient une vision partagée d'intégration et de promotion du commerce intra régional. Une autre hypothèse sous-jacente est que les principaux bailleurs de fonds soutiennent la dite vision.

- **Risques**

Risque	Probabilité	Impact	Observations
Manque de financement	forte	déterminant	Continuer à vendre le projet aux bailleurs de fonds

VI- STRUCTURES DE GESTION

Pour la réussite du projet, les Directeurs Généraux des Douanes ont mis en place un cadre institutionnel comportant un comité de pilotage, un comité projet et un comité technique.

VI-1 Comité de pilotage

Il est composé des Directeurs Généraux des Douanes, d'un représentant de la CEDEAO, d'un représentant de l'UEMOA, d'un représentant par pays de la Chambre de Commerce et d'Industrie, d'un représentant des chargeurs par pays.

Ce comité a pour mission de conduire et de suivre tous les travaux nécessaires à la mise en œuvre du projet.

VI-2 Comité projet

Composé d'un chef de projet par pays et des membres des structures en charge du transit, de la réglementation douanière, des infrastructures de télécommunications et de l'exploitation du système informatique, des études informatiques. Ce comité est une instance de travail entre le comité de pilotage et le comité technique.

Il est chargé de:

- suivre l'avancement des travaux,
- gérer les dérives et les actions correctives à apporter,
- suivre le planning, suivre la qualité des produits livrés,
- garantir la cohésion entre les différentes phases du projet ;
- présenter les résultats au comité de pilotage.

VI-3 Comité technique

Ce comité est composé d'un chef de comité technique par pays, des personnes en charge des infrastructures de télécommunications et de l'exploitation du système informatique, des études informatiques et des personnes en charge de la réglementation douanière.

Il a pour mission d'élaborer les spécifications fonctionnelles, de rédiger les spécifications techniques, de développer la solution et mettre en œuvre la solution.

VII - ACTIVITES

Les activités du projet ont été scindées en deux phases : une phase d'étude et une phase de réalisation.

VII-1 Phase d'étude

Les activités suivantes ont été réalisées :

- le lancement du projet ;
- l'élaboration par le comité technique des spécifications fonctionnelles et techniques ;
- l'adoption des travaux du comité technique par le comité projet ;
- l'adoption du rapport de la phase d'étude par le comité de pilotage et signature d'un Protocole d'Accord par les Directeurs Généraux des Douanes le 19 mars 2015 à Abidjan ;

A ce jour, la solution élaborée se présente comme un standard d'interconnexion des systèmes informatiques des Administrations douanières.

VII-2 Phase de réalisation

RAPPEL DES ACTIONS MENEES :

- La présentation du projet aux experts des autres Etats membres de la CEDEAO le 03 juin 2015 à LOME ;
- La présentation du projet à la première conférence des donateurs les 08 et 09 juillet 2015 à YAOUNDE.
- La rencontre organisée par la CEDEAO à Abudja au Nigéria le 03 novembre 2016 avec les bailleurs de fonds en vue de la recherche de financements;
- L'atelier portant sur la modélisation des données organisé par la CEDEAO et l'OMD du 07 au 11 novembre 2016 à Lomé au Togo;

- Présentation du modèle de données de l'OMD,
 - Formation sur l'utilisation du GEFEG outil de modélisation des données recommandé par l'OMD
 - Travaux de mapping de données (correspondance entre modèle PACIR et OMD) qui doivent être poursuivis par le Sénégal et la Côte d'Ivoire et soumis à validation aux experts du modèle des données de l'OMD ;
- Intégration des douanes du TOGO.

Les tâches suivantes restent à être exécutées :

- Poursuivre la recherche de financement;
- Finaliser la modélisation des données au modèle de données de l'OMD;
- Développement de la solution;
- Réunions techniques devant conduire à la mise en production;
- Pour les pays utilisant ASYCUDA World, la signature d'une convention de développement et mise en œuvre de la solution avec la CNUCED;
- Formation des équipes techniques sur les outils identifiés afin de garantir le transfert de compétence;
- acquisition de matériels et de licences;
- Formation des utilisateurs finaux;
- Mise en œuvre du plan de communication;

Nous notons que plusieurs partenaires au développement se sont intéressés à ce projet, mais vu le coût très élevé pour sa mise en œuvre, ils ont opté pour une action bilatérale.

C'est Ainsi que dans le cadre du PFCTCAL (Projet de Facilitation du Commerce et du Transport sur le corridor Abidjan- Lagos) financé par la Banque Mondiale (BM), la Côte d'Ivoire a signé une convention avec la CNUCED pour le développement et la mise en œuvre de la solution PACIR en vue de l'interconnexion entre la Côte d'Ivoire et le Ghana.

Un autre projet dénommé **PAMOSET** (Projet d'Appui à la Modernisation du Secteur des Transports et de Facilitation du Commerce) sur le Corridor Abidjan-Ouagadougou permettra l'interconnexion entre ces deux Etats.

Un autre projet dénommé **PR 8** (Projet d'Aménagement Routier et de Facilitation du Transport) sur le corridor Bamako-Zantiebougou-Boundiali-San Pedro financé par la **BAD** (Banque Africaine de Développement) permettra aussi de faire l'interconnexion entre les deux Etats.

En plus de ces trois actions bilatérales, la CEDEAO a décidé de signer un contrat avec la CNUCED pour la formation au développement de la solution régionale des informaticiens (développeurs) que les pays mettront à sa disposition. Après la formation, les experts seront sélectionnés pour constituer l'équipe régionale de développement et l'équipe régionale d'assistance technique. Ce sont ces équipes qui seront chargées de la mise en œuvre du système régional de transit informatisé dans tous les Etats membres.

Pour les pays n'utilisant pas le SYDONIA, des développements spécifiques seront fait à leur niveau.

VIII- EVALUATION FINANCIERE

Les coûts varieront en fonction du niveau d'informatisation des Administrations douanières.

Pour celles qui utilisent le système de dédouanement mise en place par la CNUCED, elles bénéficieront d'une assistance pour la mise en œuvre de la solution.

Voir tableau ci-dessous pour le détail :

CATEGORIE	DESIGNATION	AVTIVITES	QUANTITE	TOTAL (XOF)	TOTAL (USD)
-----------	-------------	-----------	----------	-------------	-------------

CATEGORIE	DESIGNATION	AVTIVITES	QUANTITE	TOTAL (XOF)	TOTAL (USD)
LOGICIELS	Adaptation du module de transit de ASYCUDA World aux spécifications du PACIR	Coordination du projet	01 convention	522 060 000	1 044 120
		Support technique (développement)			
		Support douanier (développement)			
		Support technique (test)			
		Expert fonctionnel (déploiement)			
		Expert informaticien (déploiement)			
		Soutien			
	Nouveau module de transit pour le Système de dédouanement du Sénégal	Consultance et implémentation de la solution	01 contrat	132 000 000	264 000
	Consultance pour Apache ActiveMQ	Implémentation Apache ActiveMQ	05 pays	65 500 000	131 000
TOTAL (LOGICIELS)				719 560 000	1 439 120
FORMATIONS TECHNIQUES	Outils d'implémentation de la solution	JMS	20 participants	15 000 000	30 000
		Apache ActiveMQ	20 participants	39 060 000	78 120
		XML	20 participants	39 060 000	78 120
		Strut 2	04 participants	7 812 000	15 624
		EJB 3	04 participants	6 502 000	13 004
	TOTAL (OUTILS DE DEVELOPPEMENT)			107 434 000	214 868

EQUIPEMENTS MATERIELS + LICENCES + FORMATIONS SUR LE MATERIEL	Mise en service des serveurs pour les 05 pays membres	Acquisition de serveurs et licences	5 pays	250 000 000	500 000
	Infrastructure de communication des systèmes pour les 05 pays	Installation logiciels serveurs (Linux, VMware...)	01 installation	30 000 000	60 000
		Formations sur les serveurs	20 participants	240 000 000	480 000
	Infrastructure de communication des systèmes pour les 05 pays	Acquisition d'équipements réseaux	02 routeurs/ pays Pour 5 pays	450 000 000	900 000
		Configuration équipement réseau	5 pays	75 000 000	150 000
		Lien internet + Coût récurrent sur 6 mois	02 liens/pays 5 pays	500 000 000	1 000 000
		Formation sur concentrateur VPN	20 participants	96 950 000	193 900
	TOTAL (MATERIELS PAYS MEMBRES)			1 641 950 000	3 283 900
	Serveurs d'application pour le site central CEDEAO	Acquisition de serveurs d'application et licences pour la CEDEAO	02 serveurs	50 000 000	100 000
		Installation logiciels serveurs (Linux, VMware...)	01 installation	6000000	12 000
		Formations sur les serveurs d'application	04 participants	12 000 000	24 000
	Serveurs de base de données pour le site central CEDEAO	Acquisition de serveurs de base de données et licences pour la CEDEAO	01 serveur	450 000 000	900 000
		Licences oracles	05	951 142 500	1 902 285
		Formation sur les serveurs de base de données	04 participants	300 740 000	601 480
	Infrastructure de communication des systèmes pour la CEDEAO	Acquisition d'équipements réseaux (Firewall / Routeur)	02 routeurs	90 000 000	180 000
		Formation sur concentrateur VPN CEDEAO	04 participants	19 389 979	38 780
		Lien internet + Coût récurrent sur 6 mois	02 liens pour 06 mois	100 000 000	200 000
	TOTAL (MATERIELS CEDEAO)			1 979 272 479	3 958 545
Communication (conduite du	Plan de communication et formation des utilisateurs	Plan de communication	05 pays	1 684 750 000	3 369 500
		Formation des utilisateurs	05 pays	439 500 000	879 000

changement)	TOTAL (COMMUNICATION)	2 124 250 000	4 248 500
TOTAL		6 572 466 479	13 144 933

IX- DUREE ET PLAN D’ACTION

Neuf à vingt quatre mois.

PHASE I - Activités																																								
1 - Préparation de la mise en place du Transit	1er mois				2ème mois				3ème mois				4ème mois				5ème mois				6ème mois				7ème mois				8ème mois				9ème mois							
Intégration évolution transit dans SYDAMWorld																																								
Test de la version SYDAMWorld																																								
Mise en production de SYDAMWorld																																								
Installation, configuration et test du module d'échanges pour le transit (ActiveMQ)																																								
Mise en place de la plate-forme d'échanges																																								
2 - Développement des Messages	1er mois				2ème mois				3ème mois				4ème mois				5ème mois				6ème mois				7ème mois				8ème mois				9ème mois							
Réunion pour définir le format des messages XML et les données des référentiels																																								
Développements des messages des processus communs																																								
Développements des messages des processus nationaux																																								
3 - Formation et tests fonctionnelles et techniques	1er mois				2ème mois				3ème mois				4ème mois				5ème mois				6ème mois				7ème mois				8ème mois				9ème mois							
Présentation des fonctionnalités transit et formation des formateurs																																								
Test des fonctionnalités et des échanges du transit																																								
Rédaction des notes administratives et d'un document explicatif de la procédure																																								
Formation des utilisateurs et sensibilisation des opérateurs																																								
4 - Démarrage du transit (phase I)	1er mois				2ème mois				3ème mois				4ème mois				5ème mois				6ème mois				7ème mois				8ème mois				9ème mois							
Assistance technique et fonctionnelle lors du démarrage																																								
Evaluation du fonctionnement du transit																																								
PHASE II - Activités																																								
5 - Développement des Messages	1er mois				2ème mois				3ème mois				4ème mois				5ème mois				6ème mois				7ème mois				8ème mois				9ème mois							
Développements des messages des processus communs																																								
Développements des messages des processus nationaux																																								
6 - Formation et tests fonctionnelles et techniques	1er mois				2ème mois				3ème mois				4ème mois				5ème mois				6ème mois				7ème mois				8ème mois				9ème mois							
Présentation des fonctionnalités transit et formation des formateurs																																								
Test des fonctionnalités et des échanges du transit																																								

X- CONCLUSION

L'importance du suivi du transit inter Etats pour les pays membres de la Région implique la mise en place de solutions informatiques fluides et ouvertes.

la solution adoptée est une configuration standard et ouverte qui peut s'étendre à toute la région. Sa mise en œuvre réussie dans les pays pilotes dépend de la mise en place d'un financement.